

FAITS MARQUANTS DE FIDJI / BONN:

JEUDI, 16 NOVEMBRE 2017

La Conférence de Fidji/Bonn sur les changements climatiques s'est poursuivie ce jeudi. Des consultations informelles et des groupes de contact se sont réunis dans le cadre de la CdP et de la CMP dans la matinée. Tout au long de la journée, la Présidence de la CdP a conduit des consultations sur diverses questions restées en suspens, et le segment commun de haut niveau s'est poursuivi.

CDP / CMP

QUESTIONS RELATIVES AU FINANCEMENT: Luke

Daunivalu, Présidence de la CdP 23/CMP 13, a présidé le groupe de contact commun Cdp/CMP sur les questions relatives au financement.

Concernant les questions relevant de la CdP, il a encouragé les Parties à conclure l'examen des sous-points restants à l'ordre du jour de la CdP relatifs au financement avant 13h. Concernant les questions relatives aux CPF, il a proposé que la Présidence poursuive les consultations bilatérales. Concernant les orientations à l'intention du FVC et du FEM, il a proposé que Tosi Mpanu-Mpanu (République démocratique du Congo) et Stefan Schwager (Suisse) continuent à co-faciliter les consultations. Concernant l'information dans le cadre du paragraphe 5 de l'Article 9 (transparence des financements ex-ante), il a proposé que Outi Honkatukia (Finlande) et Andrés Eduardo Mogro Zambrano (Équateur) continuent à co-faciliter.

Toutes les Parties ont exprimé leur soutien à la Présidence de la CdP 23. Les Philippines, au nom du G-77/CHINE, a appelé la Présidence à assurer des consultations bilatérales avec le G-77/ Chine dans son ensemble et avec les principaux sous-groupes au sein du G-77/Chine. Plusieurs groupes ont demandé des éclaircissements concernant l'emploi du temps des consultations, et la CHINE a signalé les liens entre le sous-point sur le paragraphe 5 de l'Article 9 et les discussions en cours dans le cadre de l'APA. Daunivalu a reconnu ce lien et a encouragé les Parties à faire avancer toutes les questions dans la matinée.

Concernant le paragraphe 5 de l'Article 9 de l'Accord, la NORVÈGE a instamment demandé un engagement au niveau technique mais aussi politique. Daunivalu a exprimé l'espoir que des progrès pourront être accomplis sous le leadership des co-facilitateurs, et que les questions pendantes soient résolues dans les consultations bilatérales. L'Équateur, au nom des LMDC, a indiqué qu'avancer sur le paragraphe 5 de l'Article 9 de l'Accord dépend des consultations dans le cadre de l'APA, et a demandé s'il est utile de continuer avant que les Parties ne soient prêtes à s'engager dans des consultations. Les consultations se sont poursuivies au niveau des chefs de délégation.

Rapport et orientations à l'intention du FEM: Les consultations informelles, co-facilitées par Schwager, se sont centrées sur un projet révisé de texte de décision. Les Parties ont fait des propositions textuelles et indiqué leurs préférences concernant les paragraphes relatif, entre autres : à une demande au FEM pour qu'il s'assure que ses politiques et procédures pour l'examen et la vérification des propositions de financement

soient suivies, ou une demande faite au FEM pour qu'il soutienne des projets d'action climatique pendant la durée de sa septième reconstitution ; et à la mise en fonctionnement de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence (CBIT) et un encouragement/demande au FEM pour qu'il assiste/fournisse les ressources adéquates aux pays en développement, notamment les PMA et les PEID, pour les aider à accéder aux ressources de la CBIT.

Les Parties sont convenues d'un paragraphe priant le FEM de continuer à mettre en œuvre ses politiques établies en matière de bourses et de fonds concessionnels pendant la durée de sa septième reconstitution, en soutien à tous les pays en développement.

Signalant que les Parties n'ont pas été en mesure de conclure l'examen de tous les paragraphes, Schwager a encouragé les Parties à consulter entre elles, en évoquant que la Présidence de la CdP 23 déciderait de la marche à suivre ensuite, y compris d'un éventuel délai supplémentaire pour les consultations informelles. Les discussions se sont poursuivies dans des informelles informelles au cours de l'après-midi.

Rapport et orientations à l'intention du FVC: Dans les consultations informelles, co-facilitées par Mpanu-Mpanu, les Parties ont discuté d'un projet révisé de texte de décision, que Mpanu-Mpanu a désigné comme une nouvelle version cherchant un équilibre et un reflet du consensus entre les Parties. Les Parties ont brièvement discuté d'un paragraphe priant le Conseil d'assurer que tous les pays en développement Parties aient accès à tous les instruments financiers disponibles à travers le FVC. Les Parties ont également discuté, sans parvenir à se mettre d'accord, de l'ajout d'un paragraphe priant le FVC de rapporter à la CdP les activités concernant les initiatives prises par l'administrateur pour promouvoir l'alignement des actifs du fonds sur l'Accord de Paris.

Les Parties sont convenues de transmettre le projet de décision pour examen par la CdP.

QUESTIONS RELATIVES AU FONDS POUR

L'ADAPTATION: Rapport du Conseil du Fonds pour

l'adaptation: Daunivalu a indiqué que certains aspects nécessitent un engagement au niveau politique et que les consultations bilatérales commenceront dans l'après-midi. Il a également noté une question technique qui n'a pas pu être résolue dans les consultations informelles. Les BAHAMAS ont exprimé des doutes sur la possibilité de résoudre les questions techniques avant 13h.

Le Malawi, pour le GROUPE AFRICAIN, a demandé que le groupe soit consulté. Daunivalu a indiqué que les questions non résolues dans la matinée seraient abordées dans les consultations informelles de l'après-midi.

DANS LES COULOIRS

Ce jeudi, les négociations sont passées en mode « souterrain » à mesure que les chefs de délégation et les ministres s'éclipsaient vers les consultations bilatérales. Les négociateurs financiers ont fait surface dans la matinée pour travailler sur les questions qu'il leur restait, avant de se retirer pour des discussions à porte close. Avec la plénière de l'APA toujours suspendue, les consultations de la Présidence ont porté sur le paragraphe 5 de l'Article 9, le Fonds pour l'adaptation, le Comité permanent sur le financement et une proposition « quelque peu inattendue » sur les pertes et préjudices.

Avec l'évolution des négociations jalousement gardée, les bruits de couloirs se sont tournés vers le lieu des prochaines CdP. Des observateurs ont évoqué le Brésil, l'Argentine et la Jamaïque comme sites potentiels de la CdP 25. La Turquie et l'Italie se sont toutes deux proposées pour la CdP 26 dans leurs discours de haut niveau, qui ont retenti sur les écrans des couloirs presque vides. Les CdP futures ont dû sembler bien lointaines aux délégués focalisés sur la prochaine et dernière journée de la CdP 23, qui sera sans doute suivie d'une longue nuit.

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le Bulletin des négociations de la Terre publiera le compte-rendu et l'analyse de la Conférence de Fiji / Bonn sur les changements climatiques lundi 20 novembre 2017 sur <http://enb.iisd.org/climate/cop23/enb/>